

ACTUALITE

Du fait de la baisse des volumes, la valeur des exportations d'hydrocarbures de l'Algérie a chuté de 10% à \$63,33 milliards en 2013

Selon la **Banque d'Algérie**, dans ses *Tendances monétaires et financières au quatrième trimestre de 2013*, la valeur des exportations d'hydrocarbures du pays a baissé de 10,3% à **\$63,33 milliards** en 2013, contre \$70,58 milliards en 2012. Ce recul provient essentiellement de la diminution des volumes exportés (-7,4%), les prix étant restés à des niveaux élevés (prix du baril de **\$109,55**), bien qu'en légère baisse par rapport à 2011 (\$112,94/b) et à 2012 (\$111,05/b).



Les hydrocarbures représentent toujours 98% des exportations de l'Algérie

Les exportations hors hydrocarbures se sont stabilisées à un niveau très bas de **\$1,1 milliard**, *"confirmant leur faiblesse structurelle en situation de trend haussier des importations de biens en rythme annuel"*, note sobrement la Banque d'Algérie qui ajoute, de façon très diplomatique, que *"les efforts de promotion des exportations hors hydrocarbures ne semblent pas produire pleinement les effets escomptés (...) et que les réalisations en termes de substitution aux importations sont bien en deçà des attentes"*. Les exportations d'hydrocarbures liquides et gazeux (pétrole brut, produits raffinés, condensats, gaz de pétrole liquéfiés, gaz naturel exporté par gazoduc et gaz naturel liquéfié) représentaient donc l'an dernier **98,3%** des exportations algériennes.

Les importations de biens FOB ont progressé de 6,9% en 2013 pour atteindre **\$55,13 milliards** (\$51,57 milliards en 2012). Une fois de plus, la Banque d'Algérie sonne le tocsin, ce qui est son rôle, en soulignant que *"ce niveau d'importations atteint en 2013 est non soutenable, eu égard au profil des exportations tant en profil qu'en valeur"*. L'Algérie importe surtout des biens d'équipement industriels, des demi-produits, des biens de consommation non alimentaires, des produits alimentaires et des produits pétroliers par ordre décroissant.

Une balance des paiements tout juste équilibrée

L'excédent commercial s'est établi à **\$9,29 milliards** l'an dernier. L'excédent de la balance des paiements courants n'était, quant à lui, que de **\$0,85 milliard**, soit une chute vertigineuse par rapport à 2012 (+\$12,30 milliards) et à 2011 (+\$17,77 milliards). Là encore, la tendance sur ces trois années est inquiétante. La balance globale des paiements de l'Algérie était l'an dernier tout juste excédentaire (**+\$0,13 milliard**), alors qu'elle avait dégagé des soldes positifs très confortables en 2012 et en 2011 (+\$12,06 milliards et +\$20,14 milliards respectivement).

On imagine ce qui se serait passé si les prix du pétrole n'étaient pas restés fermes depuis trois ans autour de \$110/b. Mais il s'agit là d'une sérieuse épée de Damoclès au-dessus de la tête de l'Algérie, comme de plusieurs autres pays producteurs et exportateurs de pétrole et de gaz. Bien que de bons arguments existent pour expliquer que les prix du brut pourraient rester à des niveaux élevés à court et à moyen terme (voir l'interview du président de l'**Union Française des Industries Pétrolières** – UFIP – dans notre numéro du 16 février 2014), il serait pour le moins très risqué pour un pays aussi dépendant des hydrocarbures de considérer cette hypothèse comme garantie.

M. Youcef Yousfi devient le premier ministre de l'Algérie

Le 13 mars, le président algérien, M. Abdelaziz Bouteflika, a chargé M. Youcef Yousfi, ministre de l'Energie et des Mines, d'assurer l'intérim des fonctions du premier ministre, M. Abdelmalek Sellal, qui va diriger la campagne électorale de M. Bouteflika en vue de la prochaine élection présidentielle en avril. M. Yousfi avait été nommé ministre de l'Energie et des Mines le 28 mai 2010. Il avait succédé à M. Chakib Khelil.

La position extérieure du pays demeure très solide

Certes, comme nous l'avons déjà évoqué dans cette rubrique, l'Algérie ne fait pas face à une situation critique de façon urgente. L'encours de ses réserves de change (or exclus) était évalué à **\$194,01 milliards** à la fin 2013, soit en légère hausse par rapport au chiffre correspondant un an auparavant (\$190,66 milliards). De plus, la dette extérieure du pays est à un niveau historiquement faible avec **\$3,4 milliards** seulement à la fin décembre 2013, contre \$3,68 milliards à la fin 2012. Comme le note la Banque d'Algérie, *"le niveau des réserves ainsi accumulées dépasse les seuils d'adéquation habituels pour les pays émergents, ce qui permet à l'Algérie de faire face à d'éventuels chocs externes et de préserver la stabilité extérieure"*.

Ce constat est incontestable et rassurant. Mais ce qui est moins rassurant, c'est que l'Algérie n'est pas un pays émergent. Ce qui l'est encore moins est que les tendances décrites et analysées par la Banque d'Algérie ne sont pas nouvelles. Et ce qui est encore plus inquiétant est que l'on ne voit pas, à ce jour et dans les données statistiques disponibles, d'évolutions significatives dans la bonne direction. Les prix du pétrole et de l'énergie élevés permettent de boucler la plupart des grandes équations macro-économiques, à l'exception notable de celles de l'emploi et du chômage, mais ils ne peuvent pas tout. Les défis de la diversification économique et industrielle, de la promotion des activités du secteur privé et de la bonne gestion et redistribution de la rente des hydrocarbures sont toujours là et bien là.

Francis Perrin